

MOUVEMENT SOCIAL EN FRANCE

Guerre d'usure

David Angel

Depuis lundi soir, les cheminots français-es sont en grève pour la défense de leur statut et contre la libéralisation de la SNCF. D'autres secteurs aussi sont mobilisés. Tour d'horizon.

« Grèves : pensez covoiturage » pouvait-on lire depuis plus d'une semaine sur les panneaux d'affichage sur l'autoroute A31 - et sur d'autres autoroutes en France - entre Metz et Luxembourg. Les panneaux d'affichage, habituellement destinés à informer les automobilistes, en temps réel, d'éventuelles perturbations, comme moyen d'atténuer les effets d'une grève qui s'annonçait d'ores et déjà dure ?

Rien n'y a fait : le mardi 3 avril, c'était « mardi noir ». Deux TGV sur dix et un TER (train express régional) sur dix circulaient dans l'Est de la France. Avec des effets prévisibles sur les routes : circulation dense, embouteillages, retards. Bien plus que les appels au covoiturage - une pratique qui, d'ailleurs, se met en place, le plus souvent à travers les réseaux sociaux, à chaque fois que la circulation des trains est perturbée -, c'est les vacances scolaires au Luxembourg qui ont préservé les routes luxembourgeoises du chaos total.

La recette des syndicats français, affaiblis par les échecs des mobilisations récentes, que ce soit contre la loi Travail en 2016 ou contre les ordonnances Macron en 2017, pour néanmoins pouvoir engager un bras de fer avec le gouvernement ? Aussi inédite qu'efficace : faire grève deux jours sur cinq, minimiser ainsi les pertes de salaire pour les salarié-e-s tout en infligeant de lourds dommages économiques à la SNCF et en faisant du-

rer la mobilisation. Jusqu'au 28 juin au moins, selon les quatre syndicats SNCF, la CGT, la CFDT, Unsa et Sud Rail.

C'est que, pour les cheminots, ce qui se joue est important. Le gouvernement Philippe veut procéder, par voie d'ordonnances présidentielles, à une réforme en profondeur de la SNCF. D'un côté, le statut juridique de la société, plombée par une dette de 54 milliards d'euros, doit changer : d'établissement public à caractère industriel et commercial (Epic), il doit passer à Société anonyme, toujours publique mais avec de fortes contraintes en termes de dette. Ce qui est interprété par les syndicats comme une façon de préparer le terrain à une privatisation ultérieure. Déjà que l'ouverture à la concurrence pour ce qui est des transports de passagers se profile à l'horizon de 2020...

Préserver statut et service public

Ensuite, ce sont les cheminots qui sont directement attaqué-e-s : leur statut, qui leur garantit l'emploi à vie, des avantages au niveau de la sécurité sociale et des retraites ainsi que la gratuité des trains, devra disparaître pour les nouvelles embauches. Là aussi, il s'agit de devenir « compétitif » en vue de la libéralisation.

Une libéralisation encouragée par l'Union européenne et déjà expérimentée dans d'autres pays européens - avec un succès pour le moins mitigé. Que ce soit en Italie, en Suède ou en Grande-Bretagne, l'ouverture à la concurrence a entraîné, à différents degrés, une dégradation des infrastructures et le délaissement des pe-

tités lignes régionales. Si bien qu'en Grande-Bretagne, 25 ans après la libéralisation, une forte majorité verrait d'un bon oeil la renationalisation des chemins de fer.

En tout cas, les cheminots français-es, particulièrement bien organisé-e-s et fortement mobilisé-e-s, sont d'ores et déjà prêt-e-s à défendre bec et ongles « leur » statut : 48 pour cent des salarié-e-s, sur l'ensemble du personnel SNCF, avaient déclaré leur intention de faire grève avant lundi soir. En ne prenant pas en compte les cadres, le taux était encore plus haut - et même parmi les cadres, une sur cinq personnes disait vouloir faire grève. Une mobilisation particulièrement bien suivie donc, bien que n'atteignant pas encore les chiffres records de 1995, 2003 et 2007 (jusqu'à 72 pour cent de grévistes).

Au-delà des chiffres concrets, c'est la bataille des idées qu'il s'agit de remporter. Et là, l'avantage semble être du côté des syndicats : si à la mi-mars, seuls 42 pour cent des sondé-e-s d'une enquête Ifop soutenaient la grève, ils/elles étaient déjà 46 pour cent fin mars. Toutefois, 72 pour cent des sondé-e-s estimaient que le gouvernement irait au bout de sa démarche et emportait le bras de fer l'opposant aux syndicats.

Côté syndicats, c'est sur la faimuse « convergence des luttes » qu'on mise. Les cheminots ne sont pas les seuls à s'opposer à la fièvre réformatrice du gouvernement Philippe et du président de la République. Chez Air France, on fait grève aussi, ce qui entraîne des perturbations au niveau du trafic aérien. Dans les Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépen-

dantes, maisons de retraite), la colère gronde depuis plusieurs mois.

Par ailleurs, la CGT a appelé les éboueurs/éboueuses à commencer une grève en même temps que les cheminots pour réclamer un service public national de gestion des déchets. Ici, c'est surtout la région parisienne qui est touchée. Ensuite, la fédération nationale des mines et de l'énergie de la CGT a elle aussi lancé un mouvement social qui pourrait durer jusqu'au 28 juin : il s'agit de mobiliser le secteur de l'énergie en faveur d'un « nouveau service public de l'électricité et du gaz ».

Convergence des luttes

S'il s'agit, pour tous ces mouvements, de revendications sectorielles et difficilement juxtaposables, le gouvernement ne prend nullement à la légère la menace que fait planer la diversité des luttes. Car à tout cela vient s'ajouter la colère des étudiant-e-s mobilisé-e-s contre la « sélection à l'université ». Accusant le gouvernement de rendre l'accès aux facultés plus dur, notamment pour les personnes issues de milieux défavorisés, des étudiant-e-s ont occupé et bloqué une douzaine de facultés à travers le pays.

Ici, violences policières et surtout attaques de groupuscules d'extrême droite ont mis le feu aux poudres : ainsi, la séquence de la faculté de droit de Montpellier, où un groupe de militant-e-s néofascistes, dont un certain nombre de professeur-e-s identifié-e-s par la suite, s'en est violemment pris aux étudiant-e-s occupant un amphithéâtre, a contribué à mobiliser davantage les étudiant-

© WIKIMEDIA



La « grève d'usure » des cheminots aura-t-elle raison de la réforme de la SNCF du gouvernement Philippe ?

e-s. D'ailleurs, c'est sous la pression des manifestant-e-s que le doyen de la faculté, Philippe Pétel, soupçonné d'avoir commandité l'attaque, ainsi que des professeurs impliqués, ont été suspendus et qu'une enquête à leur encontre a été ouverte.

Sur fond de commémoration du cinquantenaire de mai 68, une convergence entre luttes étudiantes et mouvements sociaux est absolument à éviter pour le gouvernement. Sur-tout qu'en 1968, la volonté du gouvernement de l'époque d'introduire une sorte de « sélection à l'entrée » pour les universités avait contribué à déclencher les événements de mai.

Refaire mai 68 ?

Pour Stéphane Sirot, sociologue spécialiste des grèves et des mouvements sociaux, on en est encore loin de mai 68. Dans une interview donnée à la chaîne de télé LCI, il s'est exprimé sur une éventuelle réédition

des événements d'alors : « Ce n'est pas l'hypothèse la plus probable. Il manque pour cela un vrai débat de société, un débat politique. En 68, et même en 95 (lors du mouvement, victorieux, contre la réforme des retraites, ndlr), il y avait dans la société des débats très nourris sur les choix politiques, les choix de société que l'on voulait. Il me semble qu'aujourd'hui ces débats sont beaucoup moins marqués, moins virulents, et moins présents qu'ils ne l'étaient à ces époques. »

Pour autant, il explique que le mouvement pourrait très bien prendre de l'ampleur - à condition que les syndicats réussissent à créer cette « convergence des luttes » si souvent citée. Et qu'il y ait une gauche forte qui se fasse le relais politique des revendications syndicales.

Si la gauche semble aujourd'hui plus divisée que jamais, le mouvement actuel a néanmoins déjà réussi là où les appels de nombreux intellec-

tuel-le-s échouent depuis des années : des anarchistes au Parti socialiste, en passant par la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et le mouvement « Génération.s » de Benoît Hamon, toute la gauche soutient en effet les cheminots. Même si, il faut le souligner, le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a été hué et exclu du cortège de la première manifestation du mouvement, le 22 mars.

Union de la gauche désunie

Si la gauche semble unie pour une fois, c'est aussi le mérite d'un homme qu'on avait presque oublié : Olivier Besancenot, facteur, militant trotskyste et ancien candidat à la présidentielle du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Celui qui figurait, à l'époque, parmi les hommes et les femmes politiques préférés des français-e-s a fait son retour sur la scène politique en multipliant les ap-

paritions sur les plateaux télévisés et les appels à l'unité.

« Plutôt que de se tirer dans les pattes et de ne penser qu'à soi seul, on peut représenter tout le monde, faisons cause commune », a-t-il notamment clamé. « Là, on aura besoin de tous se rassembler. Et je redis fraternellement à Jean-Luc Mélenchon, - puisque moi je n'ai pas d'adversaire dans ce camp-là - que personne à lui seul ne peut incarner l'opposition sociale et politique à la gauche du gouvernement Macron, que l'on a besoin de tous et toutes. »

Un appel qui, semble-t-il, a été entendu dans un premier temps. Reste à voir si les syndicats, eux aussi, restent unis - le gouvernement fait déjà les premières petites concessions, visant à désunir les syndicats. Et puis il faudra que les différents secteurs concernés réussissent, eux, leur mobilisation.

woxx - déi aner wochenzeitung // l'autre hebdomadaire, früher: Gréngespoun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • Herausgeberin: woxx soc. coop. • Redaktion und Layout: Joël Adami ja (joel.adami@woxx.lu), Frédéric Braun fb (frederic.braun@woxx.lu), Luc Caregari lc (luc.caregari@woxx.lu), Karin Enser cat (karin.enser@woxx.lu), Thorsten Fuchshuber tf (thorsten.fuchshuber@woxx.lu), Richard Graf rg (richard.graf@woxx.lu), Susanne Hangarter sh (susanne.hangarter@woxx.lu), Tessie Jakobs tj (tessie.jakobs@woxx.lu), Raymond Klein lm (raymond.klein@woxx.lu), Florent Toniello ft (florent.toniello@woxx.lu), Renée Wagener rw (renee.wagener@woxx.lu), Danièle Weber dw (danielle.weber@woxx.lu), Danielle Wilhelmy ds (danielle.wilhelmy@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. Karikaturen: Guy W. Stoos • Fotos: Christian Mosar • Verwaltung: Martine Vanderbosse (admin@woxx.lu) • Bürozeiten: Mo. - Fr. 9 - 13 Uhr • Druck: c. a. press, Esch • Einzelpreis: 2,20 € • Abonnements: 52 Nummern kosten 90 € (Ausland zzgl. 32 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 40 € • Konto: CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk „Neu-Abo“; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • Anzeigen: Tel. 29 79 99-10; annonces@woxx.lu; Espace Médias, Tel. 44 44 33-1; Fax: 44 44 33-555 • Recherchefonds: Spenden für den weiteren Ausbau des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der „Solidaritéit mam Gréngespoun asbl“ sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto • Post-Anschrift: woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • Büros: 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • E-Mail: woxx@woxx.lu • URL: www.woxx.lu • Tel. (00352) 29 79 99-0 • Fax: 29 79 79